

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38030 Grenoble cedex 2

Grenoble, le 23/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



CERDIA FRANCE SAS

Rue Gaston Monmousseau
Plateforme chimique de Roussillon
38150 ROUSSILLON

Références : 2022-Is060SSP

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/05/2022 dans l'établissement CERDIA FRANCE SAS implanté Rue Gaston Monmousseau Plateforme chimique de Roussillon 38150 ROUSSILLON. L'inspection a été annoncée le 09/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CERDIA FRANCE SAS
- Rue Gaston Monmousseau Plateforme chimique de Roussillon 38150 ROUSSILLON
- Code AIOT dans GUN : 0006108774
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- Ex IED - MTD

La société CERDIA a exploité l'atelier ACETOL sur la plateforme chimique de Roussillon entre 2017 et 2021 pour une activité de fabrication d'anhydride acétique et d'acétate de cellulose utilisé pour la fabrication de filtres à cigarettes. Auparavant, cet atelier a été exploité depuis 1922 pour la même activité par plusieurs sociétés qui se sont succédé, notamment RHODIACETA, RHODIA OPERATIONS et SOLVAY.

Il est à noter que de 1922 à 1961 du mercure était distillé sur le site pour être utilisé comme catalyseur dans la production d'anhydride acétique. A partir de 1962, un procédé de production sans mercure a été mis en place.

Les activités de CERDIA relevaient du régime d'autorisation Seveso seuil haut au titre de la réglementation des installations classées.

CERDIA a déclaré la cessation d'activité de l'atelier ACETOL le 02/07/2020.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Cessation d'activité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)
Réhabilitation du site	Code de l'environnement, articles R. 512-39-1 et R. 512-39-3	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Mise en sécurité des installations - Élimination des produits dangereux et des déchets / Suppression des risques d'incendie et d'explosion	Code de l'environnement, article R. 512-39-1	/	Sans objet
Mise en sécurité des installations – Interdiction ou limitation d'accès au site	Code de l'environnement, article R. 512-39-1	/	Sans objet
Mise en sécurité des installations – Surveillance des effets de l'installation sur son environnement	Code de l'environnement, article R. 512-39-1	/	Sans objet
Usage futur	Code de l'environnement, article R. 512-39-2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est mis en sécurité.

Concernant la réhabilitation du site, des analyses environnementales complémentaires sont nécessaires pour s'assurer de l'adéquation des mesures de gestion proposées par l'exploitant avec l'usage futur et ainsi pour s'assurer de la compatibilité des pollutions résiduelles du site avec l'usage futur. Des compléments sont également attendus sur la méthode de traitement de la pollution au mercure de la zone ZP1.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Mise en sécurité des installations - Élimination des produits dangereux et des déchets / Suppression des risques d'incendie et d'explosion

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 512-39-1
Thème(s) : Élimination des produits dangereux et des déchets / Suppression des risques d'incendie et d'explosion
Prescription contrôlée : [...] <i>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :</i> <i>1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;</i> [...] <i>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</i> [...]
Constats : La mise en sécurité des installations a fait l'objet d'une précédente visite d'inspection le 08/11/2021. Lors de la présente visite, il n'a pas été constaté de produits dangereux sur le site. Les bâtiments étaient en cours de démolition.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mise en sécurité des installations – Interdiction ou limitation d'accès au site

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 512-39-1
Thème(s) : Interdiction ou limitation d'accès au site
Prescription contrôlée : [...] <i>2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;</i> [...]
Constats : Le site est clôturé et son accès contrôlé nécessite un badge.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mise en sécurité des installations – Surveillance des effets de l'installation sur son environnement

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 512-39-1
Thème(s) : Surveillance des effets de l'installation sur son environnement
Prescription contrôlée : [...] <i>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.</i> [...]
Constats : L'exploitant a fait réaliser des diagnostics environnementaux au droit du site entre 2002 et 2021. Ces diagnostics mettent principalement en évidence : ✓ <u>Dans les sols :</u> <ul style="list-style-type: none">- Une pollution très concentrée en mercure (jusqu'à 130 000 mg/kg) dans la zone d'infiltration et dans la zone des anciens fours à mercure, sur une grande profondeur (jusqu'à au moins 7 m).- Une pollution plus diffuse mais avec des concentrations significatives dans la zone d'utilisation du catalyseur à mercure, dans la zone du dépôt de chaux et dans la zone de remblais située au sud du dépôt de chaux.- Des impacts diffus avec des concentrations significatives en métaux principalement au niveau du dépôt de chaux (Pb, Zn, As, Cu, Ni).- Une pollution concentrée en cuivre localisée au droit de la zone de remblais ouest (sondage F2) avec une concentration de 13 000mg/kg.- Un impact modéré en hydrocarbures localement au droit du dépôt de chaux (2750 mg/kg) et au droit de la zone de dépotage de fioul (1230 mg/kg). ✓ <u>Dans les eaux souterraines :</u> <p>Les analyses montrent des traces de métaux (As, Ni, Pb, Mn et Hg) mais ne mettent pas en évidence d'impacts significatifs.</p> ✓ <u>Dans les gaz du sol :</u> <ul style="list-style-type: none">- Un fort impact en mercure dans les gaz du sol au droit de la zone d'infiltration, des fours à mercure et du catalyseur à mercure. Il est à noter qu'au jour de la visite, il n'y a pas eu de mesure du mercure dans les gaz du sol sur la partie ouest du site (sauf sur l'aire des entreprises extérieures).- Des impacts en BTEX, COHV, hydrocarbures et naphthalène au droit de la zone de mélange des solvants, de la zone du catalyseur à mercure et de l'aire des entreprises extérieures. ✓ <u>Dans l'air ambiant :</u> <p>Deux mesures d'air ambiant ont été réalisées en février 2021 avec un point à l'intérieur d'un bâtiment et un point à l'extérieur, tous deux sur la zone du catalyseur à mercure. Les résultats de mesures montrent des concentrations notables en mercure supérieures aux seuils R1 et R2 aussi bien en intérieur qu'en extérieur.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a indiqué avoir réalisé de nouvelles mesures d'air ambiant sur cette zone et que les résultats montreraient des concentrations un peu moindre que celles de février 2021.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Usage futur

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 512-39-2
Thème(s) : Choix de l'usage futur
Prescription contrôlée : <i>I. — Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage sont libérés et que l'état dans lequel doit être remis le site n'est pas déterminé par l'arrêté d'autorisation, le ou les types d'usage à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article.</i> <i>II. — Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.</i> <i>En l'absence d'observations des personnes consultées dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant, leur avis est réputé favorable.</i> <i>L'exploitant informe le préfet et les personnes consultées d'un accord ou d'un désaccord sur le ou les types d'usage futur du site. [...]</i>
Constats : L'usage futur proposé par l'exploitant est un usage industriel. Cet usage a été proposé au maire par courrier du 23/07/2020. L'exploitant n'a pas eu de réponse du maire. L'emprise de l'ancien atelier ACETOL fait l'objet de plusieurs projets industriels. La partie ouest du site, à l'exclusion de la zone du dépôt de chaux qui restera propriété de CERDIA, fait l'objet d'un projet de vente à la société DEHON pour une activité dans le domaine des fluides frigorigènes. La partie sud-est fait l'objet d'un projet de vente à la société ARBIOM pour une activité de fabrication d'aliments pour animaux. La partie restante au nord-est pourrait faire l'objet d'un projet en lien avec l'activité de DEHON mais est encore au stade des pré-études.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Réhabilitation du site

Référence réglementaire : Code de l'environnement, articles R. 512-39-1 et R. 512-39-3
Thème(s) : Réhabilitation du site
<p>Prescription contrôlée : <i>Article R . 512-39-1</i> [...] <i>III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.</i></p> <p><i>Article R. 512-39-3</i> <i>I. — Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment :</i></p> <p><i>1° Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;</i></p> <p><i>2° Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;</i></p> <p><i>3° En cas de besoin, la surveillance à exercer ;</i></p> <p><i>4° Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.</i></p> <p><i>Pour les installations visées à la section 8 du chapitre V du présent titre, le mémoire contient en outre l'évaluation et les propositions de mesures mentionnées à l'article R. 515-75.</i> [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite aux diagnostics environnementaux, l'exploitant considère qu'il y a 4 zones de pollutions concentrées sur le site :</p> <p>ZP1 : Zone d'infiltration et des fours à mercure ZP2 : Dépôt de chaux ZP3 : Zone de remblais ouest ZP4 : Zone d'utilisation du catalyseur à mercure</p> <p>L'emprise du projet DEHON inclut la ZP3. L'emprise du projet ARBIOM inclut une partie de la ZP4.</p> <p>L'exploitant a fourni un plan de gestion en juin 2021 proposant des mesures de gestion de ces 4 zones.</p> <p>✓ <u>ZP3 : Zone de remblais ouest</u></p> <p>> Pollution identifiée : Pollution concentrée en cuivre et pollution diffuse en mercure dans les sols.</p> <p>> Mesure de gestion prévue : Excavation et traitement hors site, puis remblaiement avec des matériaux sains. Il est considéré les objectifs de dépollution suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- [Cu] : 2000 mg/kg- [Hg] : 10 mg/kg <p>Les modalités de gestion de la ZP3 ont fait l'objet d'un mémo spécifique de mars 2022.</p>

Les travaux d'excavation ont débuté le 28/09/2021. Après une excavation d'environ 100m² sur 1 m de profondeur, les analyses des bords et fonds de fouilles montraient des concentrations en mercure supérieures à l'objectif de dépollution. L'exploitant a poursuivi les excavations en profondeur et en surface en réalisant au fur et à mesure des analyses de bords et fonds de fouilles. Ces analyses ont montré des concentrations en mercure élevées (jusqu'à 200 mg/kg). Après avoir excavé environ 600 m² sur 1,5 m de profondeur, les analyses de fonds de fouilles montraient encore des concentrations en mercure (jusqu'à 42 mg/kg) supérieures à l'objectif. L'exploitant a décidé d'arrêter les excavations et a fait éliminer chez SUEZ à Drambon (21) les terres excavées dont la concentration en mercure était supérieure à 100 mg/kg ou dont la concentration en cuivre était supérieure à 2000 mg/kg. Au total, 135,6 t de terres polluées ont été éliminées. Les bordereaux de suivi de déchets correspondants ont été fournis par l'exploitant.

Les terres excavées dont la concentration en mercure est comprise entre 10 et 100 mg/kg ont été stockées sur le site. Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence de ces tas de terres protégés par des bâches.

L'exploitant a demandé de pouvoir arrêter les excavations de la ZP3 malgré le dépassement des objectifs de dépollution pour le mercure et de pouvoir remblayer la fouille avec les terres excavées stockées sur site dont la concentration en mercure est inférieure à 100 mg/kg, puis avec des bétons concassés issus de la démolition et enfin avec une couche de surface de terres saines.

L'analyse des risques résiduels prédictive (ARR) de la ZP3 n'étudie pas d'exposition à l'intérieur d'un bâtiment, mais uniquement à l'extérieur car l'exploitant considère que la ZP3 ne sera pas utilisée par DEHON sauf éventuellement pour du stockage. Pour la voie d'exposition par ingestion de poussières, l'ARR prend en compte les concentrations résiduelles en métaux (Cu et Hg) mesurées dans les sols de la ZP3 et, pour la voie d'exposition par inhalation, l'ARR fait une extrapolation des concentrations dans l'air ambiant de la ZP4, considérant que les concentrations dans les sols sont similaires entre ces deux zones. L'ARR conclut à un risque acceptable sous réserve d'une exposition maximale d'une heure en extérieur sur la ZP3 (et pas d'exposition en intérieur).

L'étude de sensibilité de l'ARR montre que si on passe de 1 h à 2h la durée d'exposition au droit de ZP3, le quotient de danger devient inacceptable (1,40).

Afin de s'assurer de la compatibilité sanitaire de cette zone ZP3 avec l'usage futur (projet DEHON), l'exploitant propose de réaliser 3 campagnes de mesure d'air ambiant au droit de cette zone après remblaiement de celle-ci et d'instituer des restrictions d'usage au droit de ZP3 sur une surface d'environ 5000 m² pour limiter le temps de présence sur la zone.

Observation n°1 : L'inspection considère qu'au regard des éléments fournis, l'absence de risques sanitaires vis-à-vis de l'usage futur au droit de la zone ZP3 n'est pas démontrée. L'exploitant n'a pas fourni de plan précis du projet DEHON permettant de localiser les futurs bâtiments, les aires extérieures, nécessaire pour établir le schéma conceptuel et identifier les voies d'exposition. L'exploitant a uniquement fourni un plan de découpage en volumes de l'emprise que DEHON souhaite acquérir. Au jour de la visite, aucune mesure du mercure dans les gaz du sol ou dans l'air ambiant n'a été réalisée au droit de la zone ZP3, seulement des extrapolations des mesures de la ZP4. En outre, l'inspection des installations classées considère qu'une restriction d'usage limitant la durée d'exposition au droit de la ZP3 est difficilement contrôlable. Si au-delà d'une heure par jour d'exposition au droit de la ZP3 le risque sanitaire est inacceptable, une interdiction stricte de tout usage sur la zone apparaît préférable.

Au regard de l'ensemble de ces éléments et considérant qu'il s'agit d'une zone de remblais avec une pollution diffuse au mercure, l'inspection n'a pas d'objection à ce que l'exploitant remblaye la fouille ZP3 avec les terres excavées dont la concentration en mercure est inférieure à 100 mg/kg et avec des bétons concassés issus de la démolition des bâtiments du site sous réserve qu'il vérifie au préalable par des analyses la qualité des bétons.

A l'issue du remblaiement, l'exploitant devra réaliser 3 campagnes de mesures de l'air ambiant ou des gaz du sol dont au moins un point de mesure au droit de la ZP3 et au moins un point de mesure à l'intérieur d'un bâtiment qui sera conservé par DEHON (salle de contrôle par exemple)

afin de lever le doute sur la présence de mercure au droit des futurs bâtiments et des bâtiments conservés. L'exploitant transmettra les résultats de ces mesures à l'inspection des installations classées.

L'évaluation des risques sanitaires devra ensuite être mise à jour et démontrer que l'état résiduel de la zone d'emprise du projet DEHON est compatible avec son usage futur. L'exploitant devra fournir les plans du projet DEHON avec la localisation des différents bâtiments et des zones de travail extérieures. Si des restrictions d'usage s'avèrent nécessaires, l'exploitant transmettra un dossier de servitudes conformément à l'article R. 515-31-3-II du code de l'environnement.

✓ ZP 2 : Dépôt de chaux

> Pollution identifiée : Pollution diffuse au mercure et autres métaux (Pb, As, Cu, Zn)

> Mesure de gestion prévue : Recouvrement par une toile de paillage

L'exploitant a mis en place une bâche en polyéthylène sur le dépôt de chaux. L'inspection a constaté la présence de cette bâche qui était dans un état très dégradé. L'exploitant indique que cette bâche ne tient pas compte tenu de la nature du sol (chaux) sur lequel elle est fixée. Il précise que la croûte qui se forme en surface de la chaux permet de limiter l'envol de poussières comme c'est le cas sur les autres tas de chaux présents autour de la plateforme chimique.

Lors de la précédente visite d'inspection, il avait été demandé à l'exploitant de réaliser des analyses de la chaux en vue d'une éventuelle valorisation. Interrogé sur ces analyses, l'exploitant a indiqué que la société COLAS a procédé à des prélèvements d'échantillons de la chaux afin d'évaluer sa compatibilité à être valorisée en techniques routières. L'exploitant indique ne pas disposer encore des résultats de COLAS et ajoute que la société EIFFAGE prévoit également de réaliser des prélèvements prochainement.

Observation n°2 : L'exploitant tiendra informée l'inspection des installations classées des possibilités de valorisation de la chaux suite aux analyses menées par COLAS et EIFFAGE.

✓ ZP 1 : Zone des anciens fours à mercure

> Pollution identifiée : Pollution très concentrée en mercure dans les sols et dans les gaz du sol sur une grande profondeur (jusqu'à au moins 7 m).

> Mesures de gestion proposées : Initialement, l'exploitant a proposé un confinement sous couverture étanche (géomembrane + enrobé). Considérant qu'il s'agit d'une pollution concentrée, l'inspection des installations classées a refusé la mesure de confinement et a demandé à l'exploitant de proposer une mesure de traitement de la pollution.

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que différents essais de traitement sont en cours :

- Un essai de traitement par désorption thermique en laboratoire ;
- Un essai géotechnique pour le confortement des bords de fouilles en cas d'excavation ;
- Un essai de traitement par venting in situ.

A l'issue de ces essais, un plan de conception des travaux sera établi. L'exploitant indique que ce PCT devrait être finalisé pour fin juin 2022.

Observation n°3 : A l'issue des essais de traitement, l'exploitant transmettra à l'inspection les résultats des essais et précisera la solution de traitement retenue avec l'argumentaire ayant conduit à ce choix. Il fournira également une analyse des risques sanitaires prédictive tenant compte des pollutions résiduelles attendues à l'issue des travaux de dépollution et démontrera la compatibilité avec l'usage futur.

✓ ZP 4 : Zone d'utilisation du catalyseur à mercure

> Pollution identifiée : Pollution diffuse en mercure dans les sols avec des concentrations élevées en mercure dans les gaz du sol et l'air ambiant

> Mesures de gestion proposées : Confinement sous couverture étanche (géomembrane + enrobé) avec restrictions d'usage visant à limiter l'accès à la ZP4

Compte tenu des mesures de gestion proposées, l'exploitant a réalisé une analyse des risques résiduels prédictive à partir des concentrations en polluants dans l'air ambiant intérieur et extérieur mesurées au droit de ZP4 en février 2021. L'ARR conclut à un risque sanitaire acceptable pour une exposition en extérieur d'au maximum 1 heure par jour au droit de ZP4 (et pas d'exposition en intérieur).

Par conséquent, l'exploitant considère qu'il n'y aura pas de bâtiment au droit de la ZP4, à l'exception du bâtiment abritant le transformateur. Il considère qu'il ne pourra y avoir qu'une activité industrielle extérieure (logistique, stockage, parking...) au droit de ZP4 et que les employés ne seront présents qu'au maximum 1 heure par jour au droit de ZP4.

L'étude de sensibilité de l'ARR montre que si on passe de 1 h à 2h la durée d'exposition au droit de ZP4, le quotient de danger devient inacceptable (1,66). De même si on prend une concentration en mercure 2 fois plus importante dans l'air ambiant au droit de ZP4, compte tenu notamment de l'influence des conditions météo sur le dégazage des sols, le quotient de danger devient également inacceptable (1,69).

L'exploitant a réalisé une nouvelle campagne d'analyse de l'air ambiant intérieur et extérieur en 2022 au droit de ZP4 en passant à 5 le nombre de points de mesures. L'exploitant a indiqué que les résultats de cette mesure montrent des concentrations un peu moins élevées que celles de février 2021 mais restent supérieures aux valeurs de référence.

Observation n°4 : L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les résultats d'analyses de l'air ambiant au droit du site réalisées en 2022 et fournira également le plan de localisation des points de mesure.

Observation n°5 : De même que pour la zone ZP3, l'inspection considère qu'au regard des éléments fournis, l'absence de risques sanitaires vis-à-vis de l'usage futur au droit de la zone ZP4 n'est pas démontrée. L'exploitant n'a pas fourni de plan précis du projet ARBIOM permettant de localiser les futurs bâtiments, les aires extérieures, nécessaire pour établir le schéma conceptuel et identifier les voies d'exposition. Les mesures d'air ambiant réalisées en février 2021 sont susceptibles d'être minorantes par rapport à des mesures qui seraient réalisées en période plus chaude (les températures élevées tendent à augmenter le dégazage des sols). En outre, l'inspection des installations classées considère qu'une restriction d'usage limitant la durée d'exposition au droit de la ZP4 est difficilement contrôlable. Si au-delà d'une heure par jour au droit de la ZP4 le risque sanitaire est inacceptable, une interdiction stricte de tout usage sur la zone apparaît préférable.

Au regard de l'ensemble de ces éléments, l'exploitant devra réaliser 3 campagnes de mesures de l'air ambiant ou des gaz du sol dont au moins un point de mesure au droit des futurs bâtiments de la société ARBIOM afin de lever le doute sur la compatibilité sanitaire du projet avec l'état du site. L'exploitant transmettra les résultats de ces mesures à l'inspection des installations classées. L'évaluation des risques sanitaires devra ensuite être mise à jour et démontrer que l'état résiduel de la zone d'emprise du projet ARBIOM est compatible avec son usage futur. A défaut, l'exploitant devra proposer des mesures de gestion. L'exploitant devra fournir les plans du projet ARBIOM avec la localisation des différents bâtiments et des zones de travail extérieures. Si des restrictions d'usage s'avèrent nécessaires, l'exploitant transmettra un dossier de servitudes conformément à l'article R. 515-31-3-II du code de l'environnement.

Interrogé par ailleurs sur le risque de créer des conditions anaérobies avec le confinement proposé, susceptible de favoriser le développement des bactéries responsables de la méthylation du mercure ainsi que la production de méthylmercure, l'exploitant a indiqué ne pas avoir étudié particulièrement ce risque au droit du site. De même, l'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer si le mercure présent dans les gaz du sol est susceptible d'être absorbé dans les denrées alimentaires produites par ARBIOM.

Observation n°6 : En fonction des résultats des prochaines mesures d'air ambiant et de l'emplacement des futurs bâtiments et aires de stockage des produits alimentaires fabriqués, l'inspection des installations classées considère que l'exploitant doit étudier le risque de contamination des produits alimentaires par le mercure présent dans l'air ambiant en lien avec ARBIOM.

En outre, l'inspection des installations classées s'interroge sur le risque de méthylation du mercure et de la migration latérale des gaz du sol qui pourrait être favorisés par la mise en place d'un confinement de surface. Aussi, sans intention de dévaluer l'intérêt d'un confinement de la pollution, l'inspection des installations classées invite l'exploitant à mener une réflexion sur le risque de méthylation du mercure et de migration latérale des gaz du sol. Si le risque est présent, il conviendrait d'étudier les avantages et les inconvénients apportés par le confinement compte tenu de l'usage futur afin de s'assurer qu'il apporte un réel gain environnemental.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale